



Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 25–28 mai 2015

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 5 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2015/5-C
27 avril 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

POLITIQUE DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION



Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

M. S. Samkange
Directeur
Division des politiques et des programmes
Tél.: 066513-2262

M. Z. Milisic
Directeur adjoint
Division des politiques et des programmes
Tél.: 066513-2167

RÉSUMÉ

Les acquis du développement peuvent être rapidement annihilés par une catastrophe naturelle, une flambée soudaine des prix des produits alimentaires ou un conflit. Ils peuvent aussi se voir érodés au fil du temps par les effets cumulés de perturbations telles que le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la rareté de l'eau et les aléas économiques. Les interventions humanitaires lancées pour faire face aux crises ont sauvé des vies et permis de rétablir des moyens d'existence mais elles ne se sont pas toujours attaquées aux causes profondes des divers aspects de la vulnérabilité. Une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience contribue à atténuer les effets préjudiciables des chocs et des facteurs perturbateurs avant, pendant et après les crises, et permet d'alléger autant que possible la souffrance humaine et de réduire les pertes économiques.

Pour les organisations internationales d'aide humanitaire et de développement, la résilience est un thème majeur. La présente politique aidera le PAM à renforcer la capacité des femmes, des hommes et des enfants vulnérables à absorber les effets des chocs et des perturbations, et à s'y adapter, de façon à susciter une transformation durable dans le but de réduire la faim à zéro, et ce conformément à l'approche commune adoptée par les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

L'expérience concrète acquise par le PAM dans l'exercice de sa mission humanitaire et de son action de développement offre des avantages comparatifs s'agissant de renforcer la résilience grâce à des activités axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Bon nombre des opérations du PAM comportent déjà des volets consacrés au renforcement de la résilience; la nouveauté fondamentale porte sur les *modalités* de conception, d'exécution et de gestion des programmes.

Une approche axée sur le renforcement de la résilience démarre au stade de la conception des stratégies et des programmes, la résilience étant placée au cœur du cycle des programmes. Améliorer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation face aux chocs et aux perturbations exige une collaboration importante sur une longue période. Le PAM accompagnera le renforcement de la résilience en mettant ses activités en concordance avec les plans et actions des gouvernements et des partenaires.

Les répercussions de cette politique sur l'engagement futur du PAM sont présentées pour les domaines suivants: i) planification des stratégies et des programmes; ii) conception et exécution des programmes; iii) appui aux programmes; et iv) partenariats stratégiques.

Cette politique tient compte des atouts du PAM en matière de renforcement de la résilience et indique les domaines auxquels il faut accorder une attention et des investissements accrus. Si cela est fait, le PAM sera à même de contribuer à renforcer la résilience face aux chocs et aux perturbations et à réduire la faim à zéro.

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil approuve le document intitulé "Politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition" (WFP/EB.A/2015/5-C).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

CONTEXTE

1. Le monde d'aujourd'hui se caractérise par un niveau de développement sans précédent, mais aussi par une progression des risques et une fragilité accrue. Les risques sont liés à l'instabilité politique, aux conflits, aux catastrophes naturelles, aux maladies et aux fluctuations des prix. Des facteurs perturbateurs tels que l'urbanisation anarchique, la dégradation de l'environnement, la rareté de l'eau et les aléas économiques viennent aggraver ces risques, et vice versa. Des phénomènes ayant des effets à long terme, comme le changement climatique et la croissance démographique rapide, accentuent encore ces risques et ces perturbations¹.
2. Des chocs brefs, même en l'absence de catastrophe, peuvent avoir un retentissement à long terme qui annihile les acquis du développement. La malnutrition des enfants au cours des 1 000 premiers jours de la vie peut entraîner des retards du développement cognitif et physique. La recrudescence d'un conflit peut obliger à fermer des écoles et perturber les activités de subsistance.
3. Les personnes qui doivent faire face aux effets conjugués de la faim, de la pauvreté et du déplacement sont souvent totalement absorbées par leur combat contre l'adversité au quotidien. Des institutions sous-développées peuvent être totalement débordées par les chocs et incapables de fournir des services adaptés et de faire face aux catastrophes. Même dans les pays à revenu élevé, les chocs peuvent avoir raison des systèmes en place, et un soutien extérieur peut alors être nécessaire pour atteindre les sinistrés. Les populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire courent le plus de risques.
4. Les interventions humanitaires lancées en cas de crise ont sauvé des vies et rétabli des moyens d'existence mais elles ne se sont pas toujours attaquées aux causes profondes des divers aspects de la vulnérabilité. Il est difficile d'exécuter des activités de développement dans des contextes fragiles ou extrêmement pauvres où une vulnérabilité profondément ancrée est à l'origine de crises chroniques. Il faut faire davantage pour aider les personnes, les communautés et les gouvernements de pays exposés à l'insécurité alimentaire à gérer et à réduire les risques. Consolider en parallèle les systèmes qui renforcent la résilience contribuera à favoriser un développement sans exclusive.
5. Les premiers éléments disponibles montrent qu'une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience atténue les effets préjudiciables des chocs et des facteurs perturbateurs, et donc la souffrance humaine². Une volonté d'investir durablement dans le renforcement de la résilience permet d'intervenir à moindre coût en réduisant la charge financière et administrative et la ponction des ressources que représentent les opérations lancées pour faire face aux crises chroniques et les occasions de développement évanouies³.

¹ Le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que le risque de famine et de malnutrition infantile pourrait augmenter dans une proportion de 20 pour cent d'ici à 2050 sous l'effet du changement climatique.

² Venton, C. et Majumder, S. 2013. *The Economics of Early Response and Resilience: Lessons from Bangladesh*. Ministère britannique du développement international, Londres. Voir: http://r4d.dfid.gov.uk/pdf/outputs/Hum_Response/61114_Bangladesh_Report.pdf.

³ L'insécurité alimentaire et nutritionnelle pèse lourd sur la croissance économique, qui est essentielle pour maintenir les acquis du développement et éliminer la pauvreté. Une étude récente montre que le coût de la faim équivaut à 11 pour cent du produit intérieur brut. Martínez, R. et Fernández, A. 2008. *The Cost of Hunger: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Central America and the Dominican Republic*. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et PAM. 2014. *The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Egypt, Ethiopia, Swaziland and Uganda*. Version abrégée du rapport.

6. Une programmation contribuant à améliorer la résilience des femmes, des hommes et des enfants exposés à l'insécurité alimentaire n'a rien de neuf au PAM – bon nombre de ses opérations comportent déjà des volets portant sur le renforcement de la résilience. La présente politique tire parti de l'expérience acquise par le PAM et des nouvelles réflexions sur la résilience et propose un cadre général pour concevoir des programmes de renforcement de la résilience d'une manière cohérente, concertée, stratégique et systématique.

DÉFINITIONS ET CONCEPTS

7. Le PAM a joué un rôle majeur au sein du groupe de travail technique interinstitutions sur la mesure de la résilience, qui relève du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire. Le groupe de travail définit la résilience⁴ comme étant l'aptitude à résister aux chocs et aux facteurs perturbateurs sans conséquences préjudiciables durables sur le développement.
8. Cette définition a été formulée de manière à être concise et à permettre de mesurer la résilience. Elle englobe des notions figurant dans d'autres définitions, notamment:
- l'ensemble des moyens nécessaires avant, pendant et après les chocs et les perturbations, et en particulier:
 - i) *la capacité d'absorption*: résister à un choc ou aux effets d'érosion que provoque un facteur perturbateur en réduisant le risque qu'ils représentent et en amortissant leur impact, ce qui contribue à l'endurance et à la permanence des moyens d'existence et des systèmes;
 - ii) *la capacité d'adaptation*: faire face au changement en faisant des choix par anticipation et en connaissance de cause, ce qui améliore progressivement la gestion des risques;
 - iii) *la capacité de transformation*: modifier l'éventail des choix disponibles grâce à l'autonomisation, une gouvernance améliorée et un environnement porteur, ce qui permet de faire évoluer positivement les systèmes, les structures et les moyens d'existence.
9. Il est de plus en plus largement admis que les interventions en faveur de la résilience devraient:
- *Concerner de multiples niveaux et s'appuyer sur les systèmes en place*: les interventions dont le but est de renforcer la résilience devront être mises en œuvre à des niveaux divers et en tenant compte de leur interdépendance – au niveau individuel, à celui des ménages, des communautés, du gouvernement et des autres institutions régionales et mondiales. Il est primordial de disposer de services essentiels et de systèmes nationaux de gestion des catastrophes fiables.
 - *Être de nature multisectorielle*: des approches globales et multisectorielles s'attaquant aux causes profondes de la vulnérabilité sont nécessaires en raison de la diversité des chocs et des perturbations ainsi que de leurs effets. Pour accroître la résilience, des partenariats intersectoriels sont nécessaires afin de pouvoir imbriquer, associer et enchaîner les interventions.
 - *Faire intervenir de multiples parties prenantes*: compte tenu de la complexité des risques, de la nécessité d'accroître simultanément les diverses capacités en matière de résilience et des rythmes et degrés différents des actions de renforcement de la

⁴ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire. 2013. *Resilience Measurement Principles: Toward an Agenda for Measurement Design*. Rome.

résilience, il faut mettre en place de solides partenariats entre les diverses parties prenantes – communautés, pouvoirs publics, organismes extérieurs, établissements de recherche et organisations de la société civile et du secteur privé.

- *Être adaptées au contexte*: les interventions devraient être adaptées à chaque contexte à l'issue d'une analyse des risques, des divers aspects de la vulnérabilité et des capacités existantes en matière de résilience, et conçues en associant les diverses parties prenantes. Elles devraient s'adapter à l'évolution du contexte en cours d'exécution et améliorer durablement la situation.

La résilience, qui recouvre tout un ensemble de capacités, n'est pas une fin en soi mais plutôt un moyen d'obtenir et de pérenniser certains effets sur le plan du bien-être face à des chocs et des facteurs perturbateurs. Pour le PAM, les effets ciblés ont trait à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

RÉSILIENCE, PRINCIPES MONDIAUX ET LUTTE CONTRE LA FAIM

10. Le renforcement de la résilience, qui s'inscrivait à l'origine dans les programmes concernant le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, est désormais un concept qui s'applique à divers contextes et secteurs pour répondre à des risques de plus en plus complexes et à leurs effets sur les populations vulnérables. C'est une notion qui a eu des répercussions importantes sur les grandes orientations mondiales en aidant à combler la brèche entre le secteur de l'aide humanitaire et celui du développement.
11. Le programme de développement pour l'après-2015 devrait en principe reconnaître l'importance du renforcement de la résilience et de la réduction des risques en s'attaquant aux causes profondes de la vulnérabilité. Les conflits, la faiblesse de la gouvernance et l'accès limité aux services de base sont des facteurs de risque reconnus. Plus largement, il est indispensable d'éliminer la faim parce que l'insécurité alimentaire et la malnutrition exacerbent les risques et font obstacle au développement durable. Ainsi, l'un des objectifs de développement durable proposés est d'éliminer la faim: il est de ce fait pris acte de la nécessité de mettre en place des systèmes de production alimentaire résilients, capables en particulier de faire face à la dégradation de l'environnement, au changement climatique et à l'instabilité économique. Les cibles associées à cet objectif de développement durable qui sont pertinentes pour la mission du PAM sont notamment les suivantes: i) garantir l'accès de chacun à une nourriture suffisante et nutritive tout au long de l'année; ii) mettre fin à toutes les formes de malnutrition; iii) accroître la productivité et les revenus des petits producteurs; et iv) veiller à ce que les systèmes de production alimentaire et les pratiques agricoles soient durables et résilients, notamment face au changement climatique et aux catastrophes naturelles⁵.
12. L'objectif de développement durable proposé et ses cibles traduisent une volonté politique accrue d'éradiquer la faim, en réponse notamment au Défi Faim zéro lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette initiative reconnaît que les programmes en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition comptent parmi les moyens les plus économiques de réduire la vulnérabilité, d'accompagner la croissance économique et de

⁵ Voir: <http://undocs.org/A/68/970>.

réduire durablement la pauvreté⁶. Le Secrétaire général a exhorté les parties prenantes du monde entier à soutenir la protection sociale, l'autonomisation des femmes, la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, l'investissement dans l'agriculture et le renforcement des marchés des produits alimentaires.

13. Le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) soutient l'initiative Faim zéro en rassemblant des gouvernements, des organisations de la société civile, des institutions des Nations Unies, des partenaires de développement, des organisations privées et des établissements de recherche dans un effort collectif destiné à améliorer la nutrition. Ce mouvement préconise de lancer des interventions nutritionnelles spécifiques et de privilégier des approches du développement attentives aux enjeux de la nutrition. Une nutrition adéquate réduit forcément la vulnérabilité parce qu'une population plus forte et en meilleure santé est plus à même de résister aux chocs et aux facteurs perturbateurs⁷.

Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030

En mars 2015, lors de la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe tenue à Sendai, au Japon, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015–2030 a été adopté. Ce cadre reconnaît qu'il importe de s'attaquer à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience. Il souligne combien il est important d'anticiper les risques sur le long terme et de prendre des mesures pour prévenir les nouveaux risques et réduire ceux qui existent. Il insiste sur le fait que le changement climatique amplifie les risques que posent pour les systèmes de production alimentaire la hausse des températures, la sécheresse, les inondations et l'irrégularité des précipitations.

Le PAM inclut la réduction et la gestion des risques de catastrophe dans son action plus globale de renforcement de la résilience et souscrit aux quatre priorités convenues à Sendai:

1. comprendre, communiquer et utiliser l'information sur les risques de catastrophe;
2. renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe;
3. investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience et promouvoir le développement durable;
4. renforcer la préparation aux catastrophes pour pouvoir intervenir efficacement et "reconstruire mieux" dans le cadre des activités de redressement, de remise en état et de reconstruction.

14. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 souligne le rôle que joue le changement climatique en tant que facteur majeur à l'origine de l'apparition et de l'amplification de certains risques. Les documents préparatoires de la Conférence de Paris sur le changement climatique qui doit se tenir en 2015 constatent l'importance de l'action collective pour renforcer la résilience face au changement climatique, et montrent que les communautés exposées à l'insécurité alimentaire sont plus à même de s'adapter à ce changement et d'en atténuer les effets si elles bénéficient d'un appui revêtant la forme d'investissements dans la gestion des risques de catastrophe, la protection sociale et

⁶ Le Consensus de Copenhague de 2012 considérait que les interventions alimentaires et nutritionnelles représentaient les investissements les plus rentables pour progresser sur la voie du bien-être mondial. Compte tenu des observations faites dans plusieurs pays à faible revenu, le rapport coûts-avantages des investissements consacrés à la réduction du retard de croissance se situe entre 1:15 et 1:138 (Hoddinott J., Rosegrant M. et Torero M. 2012. *Hunger and Malnutrition: Investments to reduce hunger and undernutrition*. Document établi pour l'édition 2012 du Consensus de Copenhague). Disponible à l'adresse: <http://www.copenhagenconsensus.com/sites/default/files/hungerandmalnutrition.pdf>.

⁷ Voir: <http://scalingupnutrition.org/about>.

l'assurance⁸. De même, l'Initiative pour un socle de protection sociale reconnaît que la gestion globale des risques est indispensable pour renforcer la résilience: fournir une protection sociale de manière prévisible en mettant en place des filets de sécurité, un système de sécurité sociale et des services essentiels contribue à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité.

15. Le débat sur les grandes orientations de l'action humanitaire reconnaît également que les pays et les communautés doivent accroître la résilience. L'un des thèmes qui sera abordé lors du Sommet mondial sur l'aide humanitaire de 2016 a trait à la réduction de la vulnérabilité et à la gestion des risques et liera les débats sur ces points aux programmes d'action concernant le développement durable, la réduction des risques de catastrophe, le changement climatique et les établissements humains. Le Sommet se penchera aussi sur la question de savoir comment réduire la vulnérabilité et gérer les risques dans des zones fragiles ou de conflit.
16. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale élabore un plan d'action pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lorsque les crises se prolongent; il souligne combien il importe d'améliorer la résilience en s'attaquant aux causes profondes de ces phénomènes, en renforçant les capacités et en regroupant action humanitaire et activités de développement.

COLLABORATION ET APPROCHE COMMUNE DES INSTITUTIONS AYANT LEUR SIÈGE À ROME

17. Conscients de l'importance que revêtent la réduction des risques et le renforcement de la résilience, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont élaboré une approche commune du renforcement de la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Ils abordent tous les trois le renforcement de la résilience sous des angles différents, mais ils partagent le même objectif global, qui est de réduire la faim à zéro. L'approche commune qu'ils ont établie reconnaît que chacune des institutions a son propre mandat, son cadre stratégique, ses politiques et sa présence sur le terrain⁹. Elle facilite la collaboration entre les institutions sises à Rome afin de créer une force en faveur du changement, comme indiqué dans le cadre conceptuel conjoint qui a été élaboré compte tenu des six principes ci-après:

- ***Les personnes, les communautés et les gouvernements doivent conduire l'action de renforcement de la résilience en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.*** Les efforts déployés pour aider les groupes vulnérables à gérer les risques et à renforcer leur résilience doivent être amplifiés par une action conduite par les communautés et les pays. L'impulsion donnée par le gouvernement apporte une optique plus globale qui permet de surmonter les obstacles institutionnels à la collaboration entre partenaires. Le développement des capacités des autorités locales et la participation des dirigeants des communautés augmentent la probabilité que les activités répondent aux besoins locaux et produisent des résultats durables. Tous les efforts

⁸ GIEC. 2014. Cinquième rapport d'évaluation, Groupe de travail II: Impacts, adaptation, et vulnérabilité. Voir: <http://www.ipcc.ch/report/ar5/>.

⁹ FAO, FIDA et PAM. 2015. *Strengthening Resilience for Food Security and Nutrition: A Rome-based Agencies' Conceptual Framework for Collaboration and Partnership*. Rome.

doivent se concentrer sur les personnes et leurs organisations, et s'appuyer sur leurs stratégies de survie et de gestion des risques.

- **Aider les personnes vulnérables à accroître leur résilience est une tâche qui dépasse les moyens d'une seule institution.** Aucune activité isolée ne pourra à elle seule renforcer efficacement la résilience, mais une action transposée à grande échelle de manière concertée peut y contribuer. Pour gagner en amplitude, des partenariats multisectoriels et multipartites doivent se regrouper et agir en tenant compte des avantages comparatifs de chaque partie prenante.
- **Les cadres de planification devraient associer les besoins de secours immédiats et les objectifs de développement à long terme.** Renforcer la résilience signifie s'attaquer aux causes immédiates de la vulnérabilité, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition tout en aidant les populations et les gouvernements à mieux gérer les risques qui mettent en péril leur vie et leurs moyens d'existence. Le développement ne peut plus être séparé de l'action humanitaire. Une meilleure gestion des risques et une résilience accrue sont des aspects tout aussi essentiels des activités de développement que des interventions humanitaires.
- **Garantir la protection des plus vulnérables est indispensable pour mener une action de développement durable.** Les populations les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire du monde ne bénéficient généralement d'aucune protection sociale ni de filets de sécurité. Parce qu'ils fournissent une protection en cas de choc, les filets de sécurité sont un moyen essentiel de maintenir les moyens d'existence tout en aidant ceux qui en ont le plus besoin.
- **Une gestion efficace des risques doit expressément se concentrer sur les décisions prises par les gouvernements, et sur l'exploitation de moyens de suivi et d'analyse renforcés.** Des dispositifs de suivi et d'alerte rapide améliorés permettent aux décideurs de disposer des renseignements nécessaires pour gérer les risques, ajuster leurs plans et saisir les occasions qui se présentent. Les activités de gestion des risques devraient démarrer à l'échelle des communautés vulnérables, puis être étendues aux niveaux local, national et régional, en se renforçant mutuellement. Il faut à cette fin que les institutions participant à l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à l'alerte rapide collaborent pleinement pour garantir le lancement d'interventions souples et rapides en cas de choc.
- **Les interventions doivent reposer sur des données factuelles et viser des résultats à long terme.** Les initiatives de renforcement de la résilience doivent être évaluées pour en déterminer les effets à moyen et long terme sur la sécurité alimentaire et la nutrition en cas de chocs répétés et de facteurs perturbateurs chroniques. Il faut investir dans l'évaluation afin de disposer de données factuelles rigoureuses sur l'efficacité et le rapport coût-résultat de ces interventions au fil du temps.

FONDEMENT ET OBJECTIF DE LA POLITIQUE

18. Le Plan stratégique du PAM pour 2014–2017 définit le cadre général de l'action du PAM visant à réduire la faim à zéro. Soulignant que le PAM se concentre sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, il précise qu'il importe de réduire la vulnérabilité et de renforcer durablement la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
19. En accord avec le but de l'initiative Faim zéro et le Plan stratégique du PAM, la présente politique a pour objectif de guider l'action que mène le PAM pour que les populations les plus vulnérables puissent absorber les effets des chocs et des perturbations, s'y adapter et

opérer les transformations requises pour parvenir à une situation viable en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

20. En guidant l'adoption par le PAM d'une programmation axée sur le renforcement de la résilience, cette politique: i) assure la cohérence des activités menées par le PAM pour réduire la vulnérabilité; ii) aligne les principes du PAM sur les principes convenus à l'échelle mondiale en matière de résilience; et iii) veille à ce que les activités du PAM complètent les programmes de renforcement de la résilience d'autres acteurs. Elle tient compte de l'ensemble des politiques du PAM en vigueur et affine son approche de la programmation et des partenariats.
21. La politique de 2011 en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe¹⁰ a été le point de départ des efforts actuellement déployés pour renforcer la résilience et les capacités au moyen de la gestion et de la réduction des risques de catastrophe, y compris ceux en rapport avec le changement climatique. Le point présenté en 2012 sur la politique en matière de filets de sécurité¹¹ a permis au PAM de mieux comprendre le risque et mis l'accent sur sa contribution à la protection sociale. La politique de 2009 en matière de développement des capacités¹² faisait état des contributions appréciées du PAM au développement des capacités locales et nationales, en particulier en ce qui concerne la gestion des risques de catastrophe et la mise en place de filets de sécurité.
22. Les politiques transversales du PAM, notamment celles portant sur la problématique hommes-femmes, la nutrition et l'alimentation scolaire¹³, ont aussi façonné son approche du renforcement de la résilience. La politique en matière de problématique hommes-femmes souligne que les risques et les crises ont des effets différents sur la sécurité alimentaire et la nutrition des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Il faudrait donc, aux stades de la conception et de l'exécution des programmes, prendre en compte l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, les risques que courent les femmes et les possibilités qui existent d'accroître leur résilience. La politique en matière de nutrition souligne qu'il importe de lutter contre toutes les formes de malnutrition, en particulier la dénutrition - qui amplifie les risques - en soutenant des programmes nutritionnels ou attentifs aux enjeux de la nutrition et en développant les capacités des institutions nationales chargées des services nutritionnels, compte tenu des systèmes concernant la santé et l'alimentation. La politique d'alimentation scolaire met l'accent sur l'importance de l'accès à l'éducation, des programmes attentifs à la nutrition et du renforcement des capacités de gestion des programmes nationaux d'alimentation scolaire.
23. Accroître la résilience se révèle particulièrement difficile dans les États fragiles et les situations de conflit. Conformément à ses politiques relatives aux principes humanitaires (2004), à la protection humanitaire (2012) et à la consolidation de la paix dans les situations de transition (2013)¹⁴, le PAM collaborera avec des partenaires locaux pour renforcer la résilience tout en restant attentif aux conflits et réaliste quant à l'impact de l'assistance humanitaire dans de tels contextes.

¹⁰ WFP/EB.2/2011/4-A.

¹¹ WFP/EB.A/2012/5-A.

¹² WFP/EB.2/2009/4-B.

¹³ WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1; WFP/EB.1/2012/5-A; WFP/EB.2/2009/4-A.

¹⁴ WFP/EB.1/2004/4-C; WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1; WFP/EB.2/2013/4-A/Rev.1.

INCIDENCES SUR LES PROGRAMMES

24. À l'échelle des pays, il est important que le PAM renforce les capacités des instances nationales et celles des communautés en vue de les préparer à résister et à faire face aux chocs et aux perturbations, ainsi qu'à s'en relever. Le renforcement de la résilience repose sur une compréhension commune du risque et de sa nature évolutive, de l'action collective nécessaire pour le réduire, et des possibilités offertes aux femmes, aux hommes et aux enfants de devenir plus résistants face aux chocs et aux perturbations. Les portefeuilles de pays du PAM sont élaborés en fonction du contexte et évoluent au fil du temps; les bureaux de pays doivent faire en sorte que leurs réponses aux crises prévoient des activités axées sur le relèvement et des investissements consacrés au développement sur le long terme. Les activités de développement devraient également dénoter une bonne compréhension des risques et de la vulnérabilité ainsi que des moyens de protéger les populations vulnérables des crises.
25. Les capacités inhérentes à la résilience sont interdépendantes et l'assistance du PAM peut en renforcer plusieurs simultanément. Par exemple, la supplémentation alimentaire à l'aide de SuperCereal produit localement offre: i) les avantages immédiats d'un aliment nutritif, ce qui accroît la capacité d'absorber les chocs; et ii) les avantages à long terme d'une meilleure nutrition, d'une sensibilisation accrue aux problèmes de santé et d'une intensification de la transformation locale des produits alimentaires, ce qui augmente la capacité d'adaptation. Afin d'accroître la résilience, l'appui apporté pour renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation doit être dûment intégré et imbriqué dans d'autres activités, et tenir compte de l'évolution des besoins dans chaque contexte.

L'intervention humanitaire rapide: l'une des contributions du PAM à la résilience dans le monde

Avec cinq situations d'urgence de niveau 3 en cours, le PAM a nettement amélioré sa capacité d'intervention, son efficacité et son efficacité. Son dispositif de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise permet à chaque bureau de pays de planifier des scénarios et de se préparer à intervenir en cas de situation d'urgence. Le cadre de financement comprend désormais des mécanismes de préfinancement permettant de lancer rapidement des interventions adaptées.

Le savoir-faire du PAM et son aptitude à innover et à agir au plus tôt sont une ressource importante du système mondial d'intervention en cas de catastrophe, qui développe les capacités nationales et régionales d'intervention humanitaire.

26. Vu son expérience acquise de longue date dans des contextes d'action humanitaire et de développement, le PAM jouit d'un avantage comparatif dans le domaine du renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il a investi dans des systèmes d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes – englobant la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la logistique et les communications d'urgence - qui lui permettent, ainsi qu'aux gouvernements auxquels il vient en aide, d'intervenir rapidement et efficacement en cas de crise. Le PAM aide également les gouvernements à développer leurs capacités de gestion des risques de catastrophe grâce à un système intégré regroupant des moyens d'alerte rapide, de préparation aux crises, de financement et de transfert des risques, comme l'assurance contre les risques météorologiques. Les compétences spécialisées du PAM en matière de renforcement de la résilience englobent l'analyse et la

cartographie de la vulnérabilité, la programmation axée sur les communautés et l'appui aux systèmes de protection sociale. Par exemple, l'appui que le PAM apporte dans le cadre de plusieurs de ses opérations aux filets de sécurité fondés sur des activités productives à la faveur de dispositifs communautaires de création d'actifs, est largement reconnu comme un élément central de son travail de renforcement de la résilience.

27. La nouveauté fondamentale de la présente approche de la résilience tient aux *modalités* de conception, d'exécution et de gestion des programmes. L'approche multisectorielle de la gestion des risques et du renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition exige de procéder à des consultations de grande ampleur et à collaborer sur le long terme. Dans chaque contexte, adopter une optique axée sur la résilience concerne tous les aspects du cycle des programmes et permettra de décider comment imbriquer, associer et enchaîner au mieux les mesures prises avec les stratégies des gouvernements et les programmes appuyés par les partenaires.

Formulation des stratégies et des programmes

28. ***Appliquer systématiquement une approche axée sur la résilience au stade de la formulation des stratégies et des programmes.*** Les nouveaux plans stratégiques par pays du PAM sont lancés en vue de faire concorder plus directement la planification des stratégies et des programmes au niveau des pays avec les priorités arrêtées aux niveaux national et mondial en vue de réduire la faim à zéro. Ces plans stratégiques à l'échelle des pays amélioreront la cohérence entre le Plan stratégique du PAM, l'orientation stratégique des bureaux de pays et les opérations menées dans les pays. Ils aideront aussi le PAM à recenser et promouvoir les partenariats nécessaires pour lutter contre la vulnérabilité et renforcer la résilience. Il importe de noter que ces plans servent de cadre de planification des programmes sur le long terme, un aspect essentiel d'une approche axée sur la résilience.
29. ***Continuer à élaborer des outils d'analyse et de planification intégrant le renforcement de la résilience.*** Le PAM doit fonder la planification et l'élaboration des programmes à l'échelle des pays sur une analyse rigoureuse de la situation et des risques prenant en compte certaines populations susceptibles d'être marginalisées – comme les femmes, les groupes ethniques et les personnes handicapées. Dans ce contexte, le PAM va continuer à intensifier son engagement à l'échelle des pays grâce à toute une gamme de processus et d'outils d'analyse et de planification reposant sur la consultation et le recours à de multiples parties prenantes. Il est particulièrement nécessaire d'accroître les moyens de renforcement de la résilience dont disposent le PAM et ses partenaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de conflit et de déplacement ainsi que dans des contextes qui leur sont moins familiers, notamment en milieu urbain.

Analyse et planification multidimensionnelles: l'approche à trois niveaux

L'approche à trois niveaux illustre concrètement l'application d'une optique axée sur la résilience à la conception des programmes. Elle a été suivie là où le contexte le permettait, parallèlement à l'utilisation d'autres outils. Cette approche regroupe trois processus distincts et interdépendants qui interviennent à trois niveaux:

- **Analyse intégrée du contexte:** études réalisées au niveau national des tendances passées de la sécurité alimentaire et de la nutrition, des chocs et des facteurs perturbateurs, associées à une estimation de l'exposition aux risques.
- **Programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence:** outil participatif utilisé au niveau infranational qui favorise la coordination et le partenariat, sous la conduite de l'administration locale.
- **Planification communautaire participative:** activités participatives menées à l'échelle des communautés pour recenser les besoins et adapter les interventions au contexte local en hiérarchisant les priorités et en veillant à ce que les communautés aient la maîtrise des programmes.

Cette méthode a été utilisée dans le cadre d'une initiative conjointe du PAM, de la FAO et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Somalie. Grâce à l'information recueillie au stade de l'analyse intégrée du contexte et de la programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence, les responsables du programme sont parvenus à mieux comprendre l'évolution des chocs et leur impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition des divers groupes de subsistance dans des zones géographiques données. Le processus de planification communautaire participative a ensuite permis de répondre aux besoins spécifiques des communautés durant les années de catastrophe et les années normales.

30. **Relier alerte rapide et rapidité d'action.** La planification stratégique doit tenir compte de la nature dynamique de la programmation destinée à renforcer la résilience et permettre d'intervenir avec souplesse en cas de choc, en s'appuyant sur de solides données factuelles. Le PAM va continuer d'aider les pays à se doter de systèmes de suivi qui déclenchent le l'allocation de fonds dès que certains seuils sont atteints, le but étant d'agir rapidement.

Conception et exécution

31. **Priorité à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.** Les conflits, les catastrophes naturelles et les crises prolongées creusent souvent les inégalités entre les sexes et ont des effets différents sur la sécurité alimentaire et la nutrition des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Les possibilités de renforcement de la résilience peuvent également être différentes pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Toute action de renforcement de la résilience doit donc ventiler les données concernant les bénéficiaires par sexe et par âge et veiller à ce que tous – femmes, hommes, filles et garçons – reçoivent du PAM une assistance correspondant aux besoins qui sont les leurs, et garantir le respect de la sûreté, de la dignité et des droits de chacun. Il faut souvent à cette fin que les interventions du PAM prévoient de protéger les femmes et les filles et de favoriser leur autonomisation.

32. **Priorité à la réduction des risques de catastrophe, condition sine qua non d'un développement durable.** Les catastrophes naturelles sont l'une des principales causes de la faim. Elles ont des effets particulièrement marqués sur les ménages pauvres et peuvent durablement compromettre la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. Jusqu'à 30 millions de personnes bénéficient directement chaque année des activités de réduction des risques de catastrophe menées par le PAM dans 50 pays. Le Programme a fait œuvre de pionnier en lançant des systèmes de préparation aux situations d'urgence, d'alerte rapide et d'intervention rapide qui ont été adoptés dans le monde entier. Appuyer l'action menée par les autorités nationales de gestion des catastrophes en faveur de la résilience demeurera une priorité.
33. **Priorité à la prévention de la dénutrition en vue de favoriser la résilience.** Une nutrition appropriée est à la fois un facteur et un produit du renforcement de la résilience; en effet, un régime alimentaire sain et varié apportant tous les nutriments nécessaires rend les personnes, les communautés et les pays résilients, et des personnes, des communautés et des systèmes résilients sont à même de permettre le maintien de l'accès à une nutrition appropriée en cas de choc. Une nutrition adéquate des groupes vulnérables en situation d'urgence a des effets bénéfiques bien après le choc immédiat; par exemple, une nutrition adaptée pendant l'adolescence et durant les 1 000 premiers jours de la vie (c'est-à-dire depuis le début grossesse jusqu'au deuxième anniversaire de l'enfant) est un facteur de santé et de productivité pour toute la vie. Mieux vaut adopter une démarche préventive, prévoyant des mesures spécifiquement axées sur la nutrition ou attentives à ses enjeux, que traiter la malnutrition aiguë, car cette démarche est plus économique et contribue en outre à la résilience.
34. **Appui accru en faveur de la protection sociale et des filets de sécurité.** L'appui fourni par le PAM à la protection sociale et aux filets de sécurité est au cœur de son travail. Le type et le niveau de soutien qu'il apporte varient selon le contexte et revêtent deux dimensions distinctes: fournir des services pour aider les pays manquant de capacités et de ressources à mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité; et assurer un appui et une coopération techniques, promouvoir le développement des capacités et aider les gouvernements à se doter de leurs propres filets de sécurité. Dans tous les cas, l'objectif ultime est de renforcer les capacités nationales et la prise en main par les pays de programmes de protection sociale fiables et susceptibles d'être rapidement transposés à plus grande échelle pour faire face à un accroissement des besoins.

L'Initiative en faveur de la résilience des communautés rurales (4R)

L'initiative 4R est un partenariat stratégique entre le PAM et Oxfam America qui aide les ménages ruraux vulnérables à améliorer leur sécurité alimentaire en privilégiant la réduction des risques à l'échelle des communautés, la micro-assurance, la diversification des moyens d'existence, le crédit et l'épargne. L'aspect le plus novateur de cette initiative tient à la possibilité pour les paysans pauvres de payer leur prime d'assurance en main-d'œuvre en participant à des activités destinées à réduire l'impact de la sécheresse et des inondations, et à améliorer leur productivité. Grâce à la protection de l'assurance, en période de sécheresse, les paysans sont automatiquement indemnisés. De ce fait, ils ne sont pas obligés pour survivre de vendre leurs biens de production, par exemple leur bétail, ou de déscolariser leurs enfants.

En Éthiopie, l'initiative 4R s'adressait en 2009 à 200 agriculteurs dans un village pilote; en 2014, plus de 25 000 agriculteurs en bénéficiaient dans 89 villages. Pour la seule année 2012, plus de 12 000 ménages touchés par la sécheresse ont été indemnisés à hauteur de plus de 320 000 dollars au total. C'est la première fois en Éthiopie qu'un programme d'assurance fondé sur un indice météorologique indemnisait directement des petits producteurs dans de telles proportions. À compter de 2012, l'initiative 4R a été élargie au Sénégal, puis au Malawi et à la Zambie.

La première évaluation d'impact réalisée en Éthiopie montre que les paysans assurés épargnent 123 pour cent de plus que ceux qui ne le sont pas, achètent 25 pour cent de plus de bœufs et investissent dans des semences, des engrais et des biens de production. Pour un groupe, l'augmentation des réserves de céréales dépassait de plus de 250 pour cent celle des paysans non assurés. Les femmes, qui dirigent souvent les ménages les plus pauvres, ont enregistré les gains de productivité les plus importants grâce aux investissements consacrés à la main-d'œuvre et aux plants améliorés.

35. **Priorité à la résilience face au changement climatique.** Grâce aux activités novatrices du PAM en matière de résilience face aux chocs climatiques, des outils de pointe de la climatologie et de la finance sont inclus dans les programmes nationaux de filets de sécurité et dans les programmes d'assistance alimentaire du PAM. Le PAM contribue par ailleurs à diverses analyses des risques climatiques dans les pays pour aider les gouvernements à planifier des scénarios réalistes et à formuler des programmes d'atténuation des risques et d'adaptation centrés sur les populations vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire. Ces activités, en parallèle de ses compétences spécialisées en matière de réduction des risques de catastrophe, permettent au PAM de contribuer de manière non négligeable à la concertation sur les grandes orientations en matière climatique.
36. **Création de biens de production et renforcement des moyens d'existence, en particulier ceux ayant trait aux filets de sécurité fondés sur des activités de production.** Étant donné que l'interdépendance entre dégradation des écosystèmes, changement climatique, insécurité alimentaire et dénutrition est de plus en plus largement reconnue, le PAM continuera de mettre en œuvre des programmes visant à créer des biens de production, à diversifier les stratégies de subsistance et à régénérer les ressources naturelles. Adaptés aux différents contextes, ces programmes feront partie des filets de sécurité fondés sur des activités productives contribuant à l'action des gouvernements.
37. **Recours à des pratiques novatrices dans le cadre des portefeuilles d'activités du PAM.** La culture de l'innovation qui existe au PAM est un atout pour l'approche axée sur le renforcement de la résilience; ainsi, le projet du PAM relatif à l'assurance contre les risques météorologiques encourage le "financement inclusif" en faveur des populations les plus pauvres et des petites entreprises, en particulier les coopératives d'agricultrices et de jeunes. À la faveur de son initiative Achats au service du progrès et d'autres activités concernant le développement des débouchés des petits producteurs, le PAM développe les compétences

des agriculteurs en matière de commercialisation et améliore la qualité de leurs produits. Le PAM, la FAO et le FIDA vont intensifier leur collaboration pour trouver des solutions et pratiques novatrices concernant l'accès aux marchés et aux services financiers pour tous.

38. **Réalisme, réactivité et souplesse en matière d'intervention.** Les interventions d'urgence du PAM répondent à des besoins humanitaires urgents. Pour optimiser son assistance, le PAM devrait suivre une approche axée sur le renforcement de la résilience. La souplesse devrait caractériser son portefeuille d'activités d'assistance afin de permettre d'ajuster les interventions en fonction de l'évolution de la situation.

Mesures nécessaires à l'appui de la programmation

39. **Augmenter la capacité de diagnostic et de suivi de la résilience au PAM.** Le PAM va poursuivre sa collaboration avec ses partenaires du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire dans le but de mettre au point des systèmes de mesure de la résilience en rapport avec les objectifs définis dans chaque pays. Le renforcement de la résilience est un processus dynamique dont la complexité rend le diagnostic difficile car il englobe de nombreux secteurs. À l'échelle des pays, le PAM va encourager la collaboration avec les gouvernements, les établissements de recherche et les partenaires en matière de mesure de la résilience et de diffusion des résultats. La mise au point de méthodes rigoureuses de mesure des effets sur la résilience des programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition va se poursuivre, et le PAM actualisera ses directives concernant les programmes à la lumière de son expérience.
40. **Investir dans le développement des capacités du personnel en matière de stratégies et programmes axés sur le renforcement de la résilience.** Des investissements sont nécessaires à l'appui de la conception et de la mise en œuvre de programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition qui favorisent la résilience. Ces investissements doivent cibler les directeurs de pays, les responsables des programmes et les autres membres du personnel chargés des programmes. Étant donné que le renforcement de la résilience dépend du contexte, il sera indispensable de recruter des agents ayant acquis une expérience dans le pays considéré et de veiller à ce qu'ils restent en poste. En application de la stratégie du PAM en matière de personnel¹⁵, la formation devra donc viser à renforcer les capacités des administrateurs nationaux de programmes. L'investissement dans le développement des capacités du personnel améliore l'efficacité des programmes, l'engagement des agents, l'efficacité de l'utilisation des ressources et l'efficacité du positionnement du PAM auprès des gouvernements, des donateurs et des partenaires.
41. **Favoriser le partage des connaissances et l'apprentissage.** Le PAM va se doter de systèmes permettant de consigner les enseignements tirés de l'expérience dans divers contextes, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le partage des connaissances devrait porter sur les données relatives au renforcement de la résilience; des directives seront élaborées pour sensibiliser le personnel à la terminologie, au choix de programmes disponible et aux types de données factuelles importantes pour le renforcement de la résilience. Le PAM mettra ces données, ces enseignements et les meilleures pratiques à la disposition des parties prenantes et des partenaires.

¹⁵ WFP/EB.2/2014/4-B.

PARTENARIATS

42. La résilience ne peut résulter de l'intervention d'un seul acteur. Une programmation visant à renforcer la résilience exige d'envisager les partenariats de manière stratégique pour que de multiples parties prenantes aient un impact sur divers secteurs et pour que l'approche du PAM évolue grâce aux enseignements tirés de l'expérience.
43. La stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat pour 2014–2017¹⁶ précise que les partenariats du PAM sont bilatéraux, multipartites ou ouverts. À l'échelle des pays, le choix des partenaires et des types de partenariat dépend du contexte, de l'avantage comparatif du PAM et des possibilités de renforcer les activités d'amélioration de la résilience existant déjà. Une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience exige la mise en place de partenariats bilatéraux dans les pays et de partenariats multipartites au niveau national, régional et mondial. Si nécessaire, le PAM participe à des partenariats ouverts, dont il assure la coordination.
44. Une approche axée sur le renforcement de la résilience exige de mettre en place des relations durables avec les communautés pour les sensibiliser et les inciter à prendre en main les activités d'assistance. Le PAM améliorera ses relations avec les femmes, les hommes, les filles et les garçons auxquels il apporte son concours. Il est essentiel d'être à l'écoute des populations vulnérables qui vivent dans l'insécurité alimentaire et de porter leurs idées et leurs préoccupations à l'attention des décideurs en vue d'améliorer la résilience face aux chocs et aux facteurs perturbateurs.
45. La responsabilité de la sécurité alimentaire et du renforcement de la résilience incombe au premier chef aux gouvernements. L'impulsion donnée par les pouvoirs publics permet d'adopter une approche globale de la programmation correspondant aux objectifs nationaux. Les pouvoirs publics à l'échelle nationale et locale lancent les premières interventions en cas de catastrophe, ce qui est un élément primordial du renforcement de la résilience. En mettant à disposition des filets de sécurité qui favorisent la résilience, les gouvernements instaurent aussi un environnement propice au changement. Le PAM appuiera les organismes publics ainsi que leurs stratégies et programmes conformément aux principes humanitaires tels que celui consistant à "ne pas nuire", tout en reconnaissant qu'il peut s'avérer difficile de s'engager aux côtés des gouvernements dans les situations de crise prolongée. Dans de telles situations imprévisibles et politiquement connotées, il est essentiel de faire preuve de souplesse et de tenter d'établir des relations avec les administrations centrales et locales, selon les circonstances.
46. Les partenariats régionaux et infrarégionaux sont également cruciaux pour faciliter le développement des capacités dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, pour analyser les données provenant de divers pays et pour élaborer des politiques nationales en faveur de la résilience. Les institutions régionales d'alerte rapide, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise sont à même de renforcer la capacité nationale d'absorption des chocs.

¹⁶ WFP/EB.A/2014/5-B.

Collaboration avec les partenaires régionaux en Afrique

Le PAM s'est engagé avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en vue de définir l'appui dont les pays africains ont besoin pour renforcer la résilience. En Afrique de l'Est, le PAM, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNICEF sont partenaires de l'Unité d'analyse de la résilience, qui travaille avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement en vue de mettre au point des méthodes de mesure de la résilience. Le PAM est membre du Comité régional permanent interorganisations pour l'Afrique australe, qui élabore un cadre pour le renforcement de la résilience, et apporte son aide à l'Alliance globale pour la résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest.

Le PAM a aidé l'Union africaine à créer la Mutuelle panafricaine de gestion des risques, qui fournit à peu de frais des fonds d'urgence aux gouvernements pour exécuter des plans de secours en cas de catastrophe naturelle et de choc résultant du changement climatique. Cette mutuelle assume le plus gros des risques d'ordre climatique pour alléger le fardeau pesant sur les gouvernements et les agriculteurs et éleveurs qu'ils souhaitent protéger.

47. Les organisations de la société civile vont rester d'importants partenaires en matière de renforcement de la résilience et de réduction de la vulnérabilité, compte tenu notamment de l'importance que revêtent les solutions locales, la planification participative et la prise en charge par les communautés. Elles jouent également un rôle important en matière d'élaboration des politiques et de sensibilisation, en contribuant aux travaux menés par les instances nationales et régionales à l'appui des politiques et programmes de réduction de la vulnérabilité, ainsi qu'à la réflexion stratégique sur la résilience. Les organisations non gouvernementales sont des partenaires essentiels qui aident le PAM à s'attaquer aux causes profondes des risques et à renforcer la résilience.

Le mouvement Renforcer la nutrition: un partenariat qui souligne l'importance de la nutrition pour la résilience

Ayant conscience que les partenariats sont essentiels pour atteindre l'objectif consistant à éliminer tout retard de croissance (faible rapport taille/âge) chez les enfants, le PAM soutient le mouvement SUN, qui prône une action collective à l'échelle mondiale pour lutter contre la malnutrition.

Au Guatemala, l'un des premiers pays à s'être joint au mouvement, le PAM aide le Gouvernement à exécuter son plan national Faim zéro, en se fondant sur le cadre d'action SUN. En apportant sa coopération sur le plan technique, le PAM renforce le volet supplémentation alimentaire du plan, mis en œuvre par le biais du système guatémaltèque de protection sociale. Il a également aidé à introduire le SuperCereal Plus, un aliment de supplémentation enrichi, en faisant appel au secteur privé local, à affiner les critères de ciblage et à revoir les modalités de distribution. Pour garantir la pérennité de l'action, le PAM forme le personnel du Ministère de la santé à l'exécution des programmes, en recourant à l'accompagnement par les pairs pour mener une action pédagogique axée sur la nutrition et étudier la faisabilité du recours aux bons pour donner accès à des aliments de supplémentation nutritifs.

48. Le PAM continuera d'œuvrer en faveur de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies et de participer à la concertation multipartite sur les risques, la vulnérabilité et la faim. Les institutions ayant leur siège à Rome soutiennent des partenariats visant à améliorer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM est membre du Comité permanent interorganisations et co-préside l'Équipe spéciale pour la préparation aux situations d'urgence et la résilience, et le Groupe chargé de la problématique

hommes-femmes; il est aussi membre du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, du Mouvement SUN et de l'Initiative pour un socle de protection sociale.

49. Afin d'accroître la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il faut trouver de nouvelles approches pour faire face aux chocs, gérer les risques et éliminer la faim. Le PAM entend développer ses partenariats avec le secteur privé et utiliser des techniques novatrices mises au point par celui-ci, par exemple recourir à des produits financiers inclusifs lors de la conception des programmes visant à renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
50. Le PAM met en place des partenariats visant à appuyer l'apprentissage et le partage des meilleures pratiques en collaboration avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, l'Overseas Development Institute et le Centre de recherches pour le développement international. De plus en plus fréquemment, des établissements de recherche de pays en développement génèrent des connaissances sur la résilience, y compris pour ce qui est de la mesurer, et le PAM collabore avec eux pour promouvoir l'apprentissage Sud-Sud. Il œuvre ainsi avec le Consortium pour la recherche économique en Afrique en vue de fournir des analyses des données, un appui technique et des conseils sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience à 20 pays participant à l'initiative Achats au service du progrès en Afrique, en Amérique centrale et en Asie.

FINANCEMENT ET RESSOURCES

51. Pour accroître la résilience, les interventions humanitaires et les activités de développement à long terme devraient se renforcer mutuellement et être capables de s'adapter à l'évolution des besoins. Recourir à des fonds d'urgence à court terme pour financer des besoins chroniques conduira à analyser des problèmes chroniques comme s'il s'agissait de questions relevant de situations d'urgence. On aboutirait alors à des programmes qui ne favoriseraient pas la résilience car ils s'attaqueraient aux symptômes et non aux causes profondes. Dans un souci de cohérence à l'échelle du système des Nations Unies pour le développement, les États membres doivent soutenir la fusion des dispositifs de financement de l'action humanitaire et du développement pour que des engagements souples puissent être pris sur plusieurs années à l'appui du renforcement de la résilience.
52. Il est possible d'améliorer la cohérence entre le financement de l'action humanitaire et celui du développement en tirant parti des possibilités offertes par d'importantes initiatives menées à l'échelle mondiale s'inscrivant dans le programme de développement durable pour l'après-2015 ou conformes à celui-ci, notamment le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, la Conférence internationale sur le financement du développement, la Conférence des Nations Unies de 2015 sur les changements climatiques et le Sommet mondial sur l'aide humanitaire, qui aura lieu en 2016. Toutes ces manifestations peuvent accroître les effets des investissements en proposant des cadres de mise en œuvre répondant à la fois aux besoins immédiats et aux besoins à long terme des populations vulnérables.

**Un mécanisme destiné à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience
face aux aléas climatiques: FoodSECuRE**

Parce qu'il n'existe pas encore de dispositif de financement prévisible et systématique de grande ampleur pour faire face aux chocs d'origine climatique, le PAM met actuellement en place un mécanisme destiné à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux aléas climatiques (FoodSECuRE) – un fonds renouvelable multilatéral et pluriannuel pour appuyer des actions axées sur les communautés et renforcer la résilience face au changement climatique. FoodSECuRE utilisera des prévisions saisonnières liées au climat pour déclencher l'allocation de fonds et promouvoir à l'échelle des communautés des activités visant à accroître la résilience avant qu'un choc ne se produise.

53. Les éléments disponibles montrent qu'une programmation axée sur le renforcement de la résilience peut atténuer les effets préjudiciables des crises et des facteurs perturbateurs, tout en allégeant la charge financière et administrative et la ponction des ressources. Il est rentable d'investir dans la résilience vu les besoins que cela permet d'éviter et les résultats obtenus sur le plan du développement.

CONCLUSIONS

54. La présente politique souligne l'importance d'une programmation axée sur le renforcement de la résilience pour que l'élimination de la faim devienne une réalité, et des contributions que peut apporter le PAM à cette fin.
55. Elle reconnaît que l'insécurité alimentaire et la dénutrition ne peuvent être résolues par une action à court terme. Le PAM doit élaborer des plans stratégiques et opérationnels à long terme à l'échelle des pays prenant aussi en compte les problèmes à court terme. Une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience exige donc des engagements pluriannuels de la part des donateurs.
56. En abordant la programmation sous l'angle du renforcement de la résilience, le PAM doit agir dans une optique systémique et contribuer activement à définir les modalités d'interaction et de communication des partenaires entre eux. Il faudra à cette fin qu'il s'engage sur la durée avec des acteurs clés pour établir de solides partenariats et des modalités concrètes tournées vers l'avenir, en tenant compte des besoins particuliers de chaque contexte et de son propre avantage comparatif.
57. Dans les pays, le PAM doit développer et renforcer l'analyse et la planification sur un mode participatif pour garantir la prise en main des activités par les acteurs locaux et la pérennité des actions menées. Il faudrait à cette fin autonomiser les femmes et les groupes vulnérables, notamment les populations marginalisées. Des outils de planification tels que l'approche à trois niveaux seront utilisés dès que possible; dans d'autres contextes, le PAM doit mettre au point des outils d'analyse et de conception des projets tenant compte de la réduction des risques et de perspectives multisectorielles.
58. Le PAM devrait déployer des outils d'apprentissage tels que les examens réalisés à l'issue de l'exécution, les analyses des résultats et les évaluations afin de recenser les mesures qui renforcent la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de voir dans quels domaines il lui faudrait apporter des améliorations. Les connaissances institutionnelles et les meilleures pratiques doivent être communiquées aux partenaires, en privilégiant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en matière d'apprentissage.